

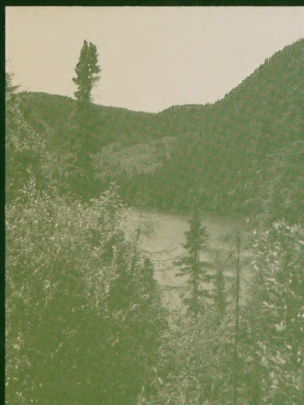
CAI  
-1992  
E51

# ENTENTE CANADA • QUÉBEC

Entente auxiliaire


**CANADA • QUÉBEC 1992-1996**

sur le  
développement  
forestier



Canada

Québec



Digitized by the Internet Archive  
in 2022 with funding from  
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761115498933>



---

Entente auxiliaire

**CANADA • QUÉBEC 1992-1996**

sur le  
développement  
forestier

---

Canada

Québec



Library of Parliament  
Catalogue of Publications  
1911-1912  
Ottawa



## TABLE DES MATIÈRES

### Entente auxiliaire Canada-Québec

#### sur le développement forestier 1992-1996

##### Annexe A

##### Objectifs stratégiques et objectifs

##### Annexe B

##### Programmes de l'entente

##### 1. Système d'information géographique (SIG)

##### 2. Aménagement de la forêt privée

##### 3. Aménagement collectif de la forêt GMS Nord

##### 4. Conservation de la forêt

##### Annexe C

##### Entente auxiliaire Canada-Québec

##### sur le développement forestier 1992-1996

##### 1. Objectifs stratégiques et objectifs

## Entente auxiliaire

# CANADA • QUÉBEC 1992-1996

## sur le développement forestier

Canada

Québec

Cette édition a été produite  
par la Direction des communications  
et de l'éducation du ministère  
des Forêts du Québec.

**Sources:**

Ministère des Forêts  
Tél.: (418) 643-1809

Forêts Canada  
Tél.: (418) 648-5850

Dépôt légal – 2<sup>e</sup> trimestre 1992  
ISBN-2-550-26379-0

## TABLE DES MATIÈRES

Entente auxiliaire Canada-Québec sur le développement forestier 1992-1996 .....	7
<b>Annexe A</b>	
Problématique et objectifs .....	21
<b>Annexe B</b>	
<b>Programmes de l'entente</b>	
1 Système d'informations géoforestières (SIGF) .....	29
2 Aménagement de la forêt privée .....	31
3 Aménagement forestier de la Haute Côte-Nord .....	32
4 Communications et évaluation .....	33
<b>Annexe C</b>	
Entente auxiliaire Canada-Québec sur le développement forestier 1992-1996 .....	
– Fonds affectés aux programmes .....	34





## **ENTENTE AUXILIAIRE CANADA-QUÉBEC SUR LE DÉVELOPPEMENT FORESTIER 1992-1996**

**ENTENTE** conclue à Québec le 9 avril 1992.

**ENTRE :**

**LE GOUVERNEMENT DU CANADA**, représenté par le  
ministre des Forêts,

**D'UNE PART,**

**ET :**

**LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC**, représenté par le  
ministre délégué aux Affaires intergouvernementales  
canadiennes et le ministre des Forêts,

**D'AUTRE PART.**

**ATTENDU QUE** le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec ont signé une entente de développement économique et régional en date du 14 décembre 1984 pour atteindre les objectifs suivants :

- a) intensifier le développement économique et régional du Québec et créer un environnement dans lequel le Québec et ses régions pourront réaliser leur potentiel économique, notamment par la valorisation de leurs avantages comparatifs, par le développement et le renforcement d'entreprises productives et par l'expansion de l'emploi ;
- b) consolider et accroître les possibilités d'emploi et de revenu afin que la production du Québec puisse contribuer au développement économique et régional du Québec et en profiter, étant entendu que la mise en valeur des ressources humaines est un élément constitutif du développement économique et régional ;  
et
- c) favoriser la consultation et la coordination sur les politiques, programmes et activités de développement économique et régional des deux gouvernements dans le but de maximiser les occasions de développement et de réduire les entraves à celui-ci.

---

**ATTENDU QUE** les ministres ont pu constater que l'Entente auxiliaire Canada-Québec sur le développement forestier, signée le 30 avril 1985, et l'Entente auxiliaire spéciale Canada-Québec sur le développement forestier de la Haute Côte-Nord, signée le 22 décembre 1987, pour favoriser le développement forestier du Québec, ont généré des retombées économiques substantielles ;

**ATTENDU QUE** l'Entente auxiliaire Canada-Québec sur le développement forestier est expirée, sauf pour le programme de « Lutte contre le dépérissement des érablières » ;

**ATTENDU QUE** la date limite de l'Entente auxiliaire Canada-Québec sur le développement forestier de la Haute Côte-Nord est le 31 mars 1992 ;

**ATTENDU QUE** le développement forestier du Québec demeure toujours une priorité dans la stratégie de développement économique et régional des gouvernements ;

**ATTENDU QUE** le Gouverneur en conseil, par décret CP 1992-681 en date du 3 avril 1992 a autorisé le ministre des Forêts à signer la présente entente au nom du gouvernement du Canada ;

**ATTENDU QUE** sur la proposition du ministre des Forêts et du ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes, le gouvernement du Québec, en vertu du décret 482-92 en date du 1<sup>er</sup> avril 1992, a approuvé les termes de la présente entente.

**EN FOI DE QUOI**, les parties conviennent de ce qui suit :

## **1**

### **DÉFINITIONS**

1.1 Dans la présente entente :

- a) « Annexe A » désigne l'annexe ci-jointe, faisant partie intégrante de la présente entente et qui définit la problématique et les objectifs ;
- b) « Annexe B » désigne l'annexe ci-jointe, faisant partie intégrante de la présente entente et qui comprend la description des programmes ;
- c) « Annexe C » désigne l'annexe ci-jointe, faisant partie intégrante de la présente entente et qui indique la répartition des fonds entre les différents programmes ;

- 
- d) « Annexe D » désigne l'annexe faisant partie intégrante de la présente entente qui définit le cadre d'évaluation des programmes, et qui sera établie conformément à l'article 10 de la présente entente ;
  - e) « comité de gestion » désigne le comité constitué en vertu du paragraphe 4.1 de la présente entente et du paragraphe 6.3 de l'Entente de développement économique et régional Canada-Québec ;
  - f) « durée de l'entente » désigne la période du 1<sup>er</sup> avril 1992 au 31 mars 1996 ;
  - g) « date de terminaison » désigne le 31 décembre 1996, soit la date ultime de la fin des travaux décrits à l'Annexe B et prévus à l'Annexe C ;
  - h) « date limite » désigne le 31 mars 1996, soit la date ultime pour autoriser les travaux décrits à l'Annexe B et prévus à l'Annexe C ;
  - i) « entente auxiliaire » désigne l'entente conclue en vertu du paragraphe 6.2 de l'Entente de développement économique et régional Canada-Québec ;
  - j) « exercice financier » désigne la période allant du 1<sup>er</sup> avril de toute année au 31 mars de l'année suivante ;
  - k) « financement conjoint » désigne le mode de financement des programmes découlant de la présente entente, approuvés conjointement et dont la mise en oeuvre relève entièrement du gouvernement du Québec mais dont les coûts sont partagés par les deux gouvernements ;
  - l) « frais admissibles » désignent les frais indiqués comme frais admissibles visés par l'article 7.5 ;
  - m) « ministre du Canada » désigne le ministre responsable du Bureau fédéral de développement régional (Québec) ou toute personne autorisée à agir en son nom ;
  - n) « ministre québécois » désigne le ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes ou tout ministre autorisé à agir en son nom ;

- 
- o) « ministre responsable de l'entente pour le Québec » désigne le ministre des Forêts ou toute autre personne autorisée à agir en son nom ;
  - p) « ministres responsables » désignent les ministres responsables de l'entente pour le Canada et pour le Québec ;
  - q) « ministre responsable de l'entente pour le Canada » désigne le ministre des Forêts ou toute autre personne autorisée à agir en son nom ;
  - r) « programme » désigne un élément principal de l'entente tel qu'indiqué à l'Annexe C.

## **2**

### **OBJET**

Le but de la présente entente est de promouvoir la coopération et la coordination entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec pour la mise en oeuvre de mesures aptes à stimuler le développement durable des ressources forestières du Québec et ce, conformément aux objectifs décrits à l'Annexe A et aux programmes décrits à l'Annexe B de la présente entente.

## **3**

### **OBJECTIFS**

La présente entente a pour objectifs :

- a) de contribuer au développement et à la mise en place d'un système d'informations géoforestières ;
- b) de contribuer à la mise en valeur des forêts privées et à la concrétisation d'un virage sylvicole misant sur la régénération naturelle et l'éducation de peuplements ;
- c) d'augmenter la production des territoires forestiers publics de la Haute Côte-Nord ;
- d) de favoriser la connaissance des activités et des résultats de l'entente auprès des intervenants et du grand public.

---

**ADMINISTRATION ET GESTION**

- 4.1 Un comité de gestion sera créé pour administrer et gérer la présente entente. Il sera composé d'un nombre égal de représentants du gouvernement du Canada, nommés par le ministre responsable de l'entente pour le Canada, et du gouvernement du Québec, nommés par le ministre québécois. Le comité de gestion poursuivra ses activités aussi longtemps que requis pour les besoins de la présente entente.
- 4.2 Les coprésidents du comité de gestion seront nommés par le ministre responsable de l'entente pour le Canada et par le ministre québécois.
- 4.3 Le ministre du Canada et le ministre québécois peuvent désigner au comité de gestion chacun un représentant à titre de membre ex-officio.
- 4.4 Le comité de gestion doit se réunir au moins deux fois par année aux lieux et dates convenus par les coprésidents. Pour toutes les réunions du comité de gestion, le quorum est atteint lorsque deux membres sont présents, dont l'un est le coprésident canadien ou un membre désigné en vertu du paragraphe 4.1 et l'autre est le coprésident québécois ou un membre désigné en vertu du paragraphe 4.1.
- 4.5 Le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec s'engagent à fournir au comité de gestion, par l'intermédiaire de leurs représentants respectifs, tous les renseignements et documents jugés nécessaires à l'accomplissement de ses fonctions.
- 4.6 Le comité de gestion aura les responsabilités suivantes :
  - a) voir à ce que l'intention ainsi que les termes et conditions de la présente entente soient respectés ;
  - b) évaluer et approuver tous les programmes devant être réalisés en vertu de la présente entente ;
  - c) approuver au début de chaque exercice financier une programmation annuelle qui précise les programmes de l'entente qui seront mis en œuvre durant cet exercice, les



---

montants prévus pour les frais admissibles ainsi que la participation financière de chacun des gouvernements, dans la forme convenue par le comité de gestion ;

- d) soumettre annuellement, au plus tard le 1<sup>er</sup> décembre de chaque année, à l'approbation des ministres responsables, le budget des dépenses pour l'exercice financier suivant ;
- e) présenter aux ministres responsables, au plus tard le 1<sup>er</sup> octobre suivant l'année financière concernée, un rapport annuel portant sur tous les programmes de la présente entente et les recommandations sur les façons de l'améliorer ;
- f) apporter les modifications qui s'imposent à l'intérieur des programmes et de leur budget, pourvu que cela n'augmente pas le total des fonds d'un programme, tel que spécifié à l'Annexe C ;
- g) créer les sous-comités nécessaires et définir leurs mandats ;
- h) désigner des responsables des opérations et définir leurs mandats ;
- i) établir les normes et les procédures nécessaires à la gestion efficace de la présente entente ;
- j) prendre les mesures, lors de sa première réunion, afin de s'assurer des services réguliers d'un secrétariat. Ce secrétariat sera composé d'un représentant de chacun des ministres responsables de l'entente. Le fonctionnement, les rôles et fonctions du secrétariat permanent seront définis par le comité de gestion ;
- k) recommander aux ministres responsables et au ministre québécois les modifications à apporter à la présente entente, conformément à l'article 9 ;
- l) élaborer, au plus tard le 31 mars 1993, un cadre d'évaluation et assurer sa mise en oeuvre, conformément à l'article 10 de la présente entente ;
- m) informer le public sur les réalisations de l'entente, conformément à l'article 11 ;

- 
- n) établir les lignes directrices permettant à chacun de ses membres ou à des représentants désignés de prendre connaissance des travaux prévus à l'entente ;
  - o) voir à ce que les travaux réalisés dans le cadre de l'entente s'effectuent dans une perspective de développement durable ;
  - p) exercer toute autre fonction qui peut lui être confiée par les ministres responsables.
- 4.7 Toute décision du comité de gestion nécessitera le consentement unanime des membres présents aux réunions. Dans les cas où le comité de gestion ne peut en venir à une entente, le différend sera soumis aux ministres responsables qui prendront une décision finale et le dossier sera tenu en suspens jusqu'à la résolution du désaccord.

## **5**

### **PROCÉDURES DE MISE EN OEUVRE**

- 5.1 La présente entente entre en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 1992 et expirera le 31 mars 1996 ou à une autre date convenue, par écrit, par les ministres responsables et le ministre québécois.
- 5.2 Pendant la durée de la présente entente, le gouvernement du Québec sera responsable de la réalisation des travaux approuvés par le comité de gestion conformément à l'alinéa 4.6 b) tels que décrits à l'Annexe B et prévus à l'Annexe C.
- 5.3 Le gouvernement du Québec prend possession des ouvrages réalisés et des biens acquis dans le cadre des travaux dont il assume la réalisation et acquitte les obligations inhérentes à leur exploitation et à leur entretien, sauf en forêt privée.
- 5.4 Le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada prennent possession des droits d'auteur et des patentes qui sont développés suite à l'exécution de la présente entente dans les proportions de leur participation financière à la réalisation des travaux concernés dans l'entente.

---

## **SOUMISSIONS ET CONTRATS**

- 6.1 Les contrats seront adjugés selon la procédure en vigueur au gouvernement du Québec et les documents décrivant la procédure seront déposés lors de la première réunion du comité de gestion, ainsi que tout amendement subséquent.
- 6.2 Tous les documents-types des plans et devis, et les clauses-types des contrats à être adjugés pour chaque activité selon les procédures en vigueur sont soumis au comité de gestion pour approbation au début de chaque exercice financier ou au besoin. Tous les contrats à être octroyés dans le cadre de la présente entente seront accessibles au comité de gestion sur demande d'une des parties avant le début des travaux et un rapport de réalisation lui sera fourni.
- 6.3 Toute modification importante, telle l'addition ou la suppression d'une clause d'un contrat, ou tout dépassement des marges de variation établies par le comité de gestion aux contrats alloués selon le paragraphe 6.2, doit recevoir l'assentiment du comité de gestion.
- 6.4 Tous les documents contractuels relatifs aux programmes inscrits à la présente entente, y compris les appels d'offres, doivent contenir la formule suivante : « Le présent projet de développement est financé par le ministère des Forêts du Canada et le ministère des Forêts du Québec dans le cadre de l'Entente auxiliaire Canada-Québec sur le développement forestier 1992-1996 » ou toute autre formule dans le même sens approuvée par le comité de gestion.
- 6.5 Tout contrat adjugé conformément à la présente entente devra comporter une clause à l'effet que tous les rapports, documents, plans, cartes et autres articles préparés en exécution du contrat deviendront la propriété du gouvernement du Québec.

---

## DISPOSITIONS FINANCIÈRES

- 7.1 Le gouvernement du Canada contribuera financièrement aux initiatives réalisées dans le cadre de la présente entente sous réserve de l'affectation des crédits nécessaires par le Parlement canadien.
- 7.2 Le gouvernement du Québec contribuera financièrement aux initiatives réalisées en vertu de la présente entente sous réserve de l'affectation des crédits nécessaires par l'Assemblée nationale du Québec.
- 7.3 Le gouvernement du Canada paiera cinquante pour cent (50 %) du coût que comporte la présente entente, jusqu'à concurrence de soixante-huit millions de dollars (68 000 000 \$). Ce pourcentage s'applique à l'ensemble de l'entente. Cependant, des variations annuelles de pourcentage pourront être approuvées par le comité de gestion en autant qu'elles ne modifient pas le partage à parts égales du financement de l'entente pour toute la durée de son application.
- 7.4 Le gouvernement du Québec paiera cinquante pour cent (50 %) du coût que comporte la présente entente, jusqu'à concurrence de soixante-huit millions de dollars (68 000 000 \$). Ce pourcentage s'applique à l'ensemble de l'entente. Cependant, des variations annuelles au pourcentage pourront être approuvées par le comité de gestion en autant qu'elles ne modifient pas le partage à parts égales du financement de l'entente pour toute la durée de son application.
- 7.5 Les frais admissibles à cette entente sont :
- a) pour la réalisation des travaux en forêt privée, les taux unitaires définis par le gouvernement du Québec pour leur exécution ;
  - b) pour la réalisation des travaux du programme de la Haute Côte-Nord, les taux unitaires définis par le gouvernement du Québec pour leur exécution ainsi que les frais inhérents à la planification, à l'accessibilité aux aires à traiter, à la supervision et au contrôle, tels qu'établis par le comité de gestion ;

- 
- c) pour les autres initiatives, les coûts réels des contrats accordés en vertu de cette entente.

Il est entendu que le comité de gestion pourra reconnaître tout autre coût jugé pertinent à la réalisation des objectifs de l'entente.

- 7.6 La partie québécoise déposera à la première réunion du comité de gestion de l'entente la méthodologie des taux unitaires des travaux relatifs au programme forêt privée et au programme Haute Côte-Nord et présentera, avant leur acceptation par les instances du gouvernement du Québec, la proposition de taux pour l'année financière visée.

## **8**

### **MODALITÉS DE PAIEMENT**

- 8.1 Sous réserve du paragraphe 8.4, le gouvernement du Canada rembourse au gouvernement du Québec, dans les plus brefs délais et selon les proportions convenues aux paragraphes 7.3 et 7.4 de la présente entente, les dépenses admissibles effectuées à l'égard des travaux exécutés dans le cadre d'un programme, sur présentation d'une demande par le gouvernement du Québec dans la forme et la manière convenues par le comité de gestion. À moins d'une autorisation écrite du ministre responsable de l'entente pour le Canada, suite à une demande écrite du ministre responsable de l'entente pour le Québec, le gouvernement du Canada n'acquitte aucune dépense pour les travaux autorisés après la date limite ou exécutés après la date de terminaison.
- 8.2 Le gouvernement du Canada peut toutefois faire, à la demande du gouvernement du Québec et sur recommandation du comité de gestion, au fur et à mesure de l'exécution des travaux, des versements provisoires correspondant à sa quote-part des dépenses entraînées par lesdits travaux. Ces dépenses sont évaluées et certifiées par une personne autorisée du gouvernement du Québec.
- 8.3 Aucun paiement provisoire ne sera versé si ceux effectués lors de l'exercice financier précédent pour la même activité n'ont pas été réglés par une réclamation des dépenses engagées et payées, attestées par une personne autorisée, et que tout solde en souffrance n'a pas été remboursé ou comptabilisé d'une fa-



---

çon jugée satisfaisante par le ministre responsable de l'entente pour le Canada.

- 8.4 Le gouvernement du Québec tient une comptabilité de ces versements provisoires et présente au gouvernement du Canada, dans les cent vingt (120) jours qui suivent le versement provisoire, un relevé détaillé des dépenses, dans la forme et de la manière convenues par le comité de gestion. Tout écart entre les montants versés par le gouvernement du Canada à titre de versement provisoire et les sommes effectivement payables doit être corrigé dans les plus brefs délais.
- 8.5 Tous les paiements faits au gouvernement du Québec par le gouvernement du Canada, en vertu des paragraphes 8.1, 8.2, 8.3 et 8.4 sont versés au Fonds consolidé du Québec.
- 8.6 Le gouvernement du Québec s'assure que ses propres organismes tiennent à jour une comptabilité détaillée pour chacune des activités et s'engage à fournir au gouvernement du Canada, sur demande, tous les renseignements comptables nécessaires à la vérification des réclamations relatives à chacune des activités entreprises en vertu de la présente entente.

## **9**

### **AMENDEMENTS**

La présente entente, y compris les annexes, peut être modifiée, de temps à autre, si les ministres responsables et le ministre québécois y consentent par écrit. Il est expressément entendu et convenu, toutefois, que toute modification aux articles 2 et 3 et au paragraphe 7.3 doit être approuvée par le Gouverneur en conseil et que toute modification aux articles 2 et 3 et au paragraphe 7.4 doit être approuvée par le gouvernement du Québec.

## **10**

### **ÉVALUATION**

L'information jugée nécessaire par une des parties, dans le but de compléter une évaluation de l'impact socio-économique de cette entente en fonction de ses objectifs, lui sera fournie sur demande par l'autre partie conformément au cadre d'évaluation précisant les critères d'évaluation, lequel sera élaboré par le comité de gestion et annexé à l'entente dans l'année qui en suit la signature. À cette fin,

---

le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec conviennent et acceptent :

- a) d'échanger toutes les données et tous les renseignements pertinents susceptibles d'être nécessaires pour toute évaluation concernant la présente entente ;
- b) de réviser, avant le 30 septembre 1994, le cadre d'évaluation ainsi que les données et les renseignements fournis afin d'amorcer une évaluation globale de cette entente à compter du 1<sup>er</sup> avril 1995 ;
- c) que pour réaliser l'évaluation de l'entente, le comité de gestion pourra, au besoin, financer les activités d'évaluation et de communications à même les sommes qui lui sont attribuées pour le programme « Communications et Évaluation » de l'entente tel que décrit à l'Annexe B et prévu à l'Annexe C.

## **II**

### **INFORMATION DU PUBLIC**

- 11.1 Le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec conviennent de préparer et de mettre en oeuvre conjointement un programme d'information du public portant sur la réalisation des activités comprises à l'entente.
- 11.2 Conformément au paragraphe 7.3 de l'Entente de développement économique et régional Canada-Québec, toutes les cérémonies officielles et les annonces publiques concernant les mesures visées et les produits découlant de la présente entente seront organisées conjointement et les deux parties devront avoir des chances égales d'y participer.
- 11.3 Concernant l'identification des travaux à l'aide de panneaux ou d'écriteaux lorsque le comité de gestion le jugera opportun :
  - a) le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec pourront fournir, installer aux endroits appropriés et entretenir pendant toute la durée de la réalisation de chaque projet, un ou plusieurs panneaux stipulant qu'il s'agit d'un projet de mise en valeur des ressources forestières entrepris dans le cadre de la présente entente, ou portant toute autre formule dans le même sens approuvée par le comité de gestion ; et

- 
- b) le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec pourront fournir et installer lors du parachèvement des travaux, là où c'est possible, une plaque ou un panneau permanent portant une inscription appropriée.
- 11.4 Conformément au paragraphe 7.2 de l'Entente de développement économique et régional Canada-Québec, le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec doivent voir à ce que les documents publics et la publicité des projets inscrits à l'entente, y compris les communiqués, appels d'offres, contrats et tout document financier, jugés pertinents par le comité de gestion, soient conformes à la participation financière des parties.

## **12**

### **COORDINATION ET HARMONISATION**

Dans un but de coordination et d'harmonisation, les deux parties conviennent de mandater le comité de gestion pour discuter des implications pour le ministère des Forêts du Québec des initiatives de Forêts Canada dans le secteur forestier, notamment celles relatives à la fourniture de plants, au volet forestier du « Plan Vert », aux données forestières de base et au programme Essais, Expérimentations et Transfert technologique.

Chacune des parties doit faire rapport à ses ministres respectifs du résultat de ces discussions et, le cas échéant, des modalités de collaboration envisagées.

## **13**

### **GÉNÉRALITÉS**

- 13.1 La partie responsable de l'exécution d'un programme compris dans la présente entente tiendra l'autre partie, ses agents, fonctionnaires et mandataires, indemnes et à couvert de toute réclamation et poursuite intentées par des tiers et découlant de l'exécution dudit programme, sauf si la réclamation ou demande découle d'un agir, d'un défaut d'agir ou d'une négligence d'un mandataire, employé ou agent de l'autre partie.
- 13.2 Aucun membre du Parlement canadien ou de l'Assemblée nationale du Québec ne peut être partie à un marché, à une entente ou à une commission découlant de la présente entente, ou en tirer quelque avantage.

---

13.3 La présente entente est administrée et interprétée selon les lois en vigueur au Québec.

**EN FOI DE QUOI** la présente entente a été signée à Québec le 9 avril 1992, au nom du gouvernement du Canada par le ministre des Forêts et au nom du gouvernement du Québec par le ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes et le ministre des Forêts.

**EN PRÉSENCE DE**

**GOVERNEMENT  
DU CANADA**

**GOVERNEMENT  
DU QUÉBEC**

---

**MINISTRE DES FORÊTS**

---

**MINISTRE DÉLÉGUÉ  
AUX AFFAIRES  
INTERGOUVERNEMENTALES  
CANADIENNES**

---

**MINISTRE DES FORÊTS**

## **ANNEXE A**

### **PROBLÉMATIQUE ET OBJECTIFS**

---

#### **INTRODUCTION**

L'objet de cette annexe est de décrire la problématique et de définir les objectifs et la stratégie d'intervention qui sous-tendent les termes de la présente entente entre le gouvernement du Canada et celui du Québec portant sur le développement forestier.

Depuis 1974, les ententes forestières ont favorisé l'accessibilité aux massifs forestiers et la réalisation d'une phase de sylviculture plus intensive par le reboisement des forêts publiques et privées. De 1974 à 1990, plus de 600 millions de dollars ont été investis dans le cadre de ces ententes par les deux gouvernements.

Depuis la signature de la dernière entente en 1985, le secteur forestier québécois a vécu la mise en oeuvre d'un nouveau régime forestier misant largement sur la régénération naturelle et réglementant les interventions en milieu forestier.

Aujourd'hui, les questions d'accessibilité et d'aménagement demeurent toujours d'actualité. Cependant, plus que jamais, la problématique forestière s'inscrit dans une perspective multisectorielle.

---

#### **PROBLÉMATIQUE D'ENSEMBLE**

Depuis la publication en 1987 du rapport de la Commission Bruntland sur l'économie et l'environnement, parrainé par les Nations-Unies, on assiste à l'adoption de plus en plus généralisée du concept de développement durable. Ce concept mise sur le maintien du potentiel de l'ensemble des ressources d'un milieu tout en optimisant leur rendement respectif pour répondre aux besoins grandissants de l'humanité.

Le nouveau régime forestier a clairement établi que la ressource forestière n'était pas inépuisable. Il limite la récolte de matière ligneuse à ce que la forêt aménagée peut offrir de façon durable, et ce dans le respect du milieu forestier qui produit cette ressource et constitue le support d'autres ressources et activités.



---

Le nouveau régime forestier vise également à assurer la pérennité de l'activité économique générée par les interventions en forêt et la transformation de la matière ligneuse. Cette activité est particulièrement importante pour de nombreuses communautés sises dans les régions périphériques.

Les réalités quotidiennes du monde forestier le situent ainsi au cœur des débats concernant le développement durable. Ses intervenants font partie de ceux qui permettront d'assurer sur une base durable le mariage entre l'économie et l'environnement.

En forêt publique, ces nouvelles préoccupations se sont concrétisées par certaines réalisations comme un virage vers la régénération naturelle et la mise en vigueur de modalités d'intervention en milieu forestier. En forêt privée, la sylviculture est encore fortement axée sur le reboisement et les prochaines années devraient fournir l'occasion de diversifier les méthodes de régénération et d'intensifier l'éducation des peuplements.

Ces mesures sont mises de l'avant dans un contexte économique difficile pour l'ensemble des entreprises, tout particulièrement celles du secteur forestier. Ce secteur fait face à des difficultés conjoncturelles majeures mettant en lumière les problèmes structurels de son industrie. Cette situation constitue une sérieuse menace au développement économique du Québec qui, combinée avec les inquiétudes du monde rural, pèse lourdement sur les perspectives de développement des régions périphériques.

La présente entente ne peut s'attaquer à la solution de tous les problèmes découlant de cette situation. Elle peut toutefois contribuer à en solutionner certains éléments importants.

---

## OBJECTIFS

L'entente vise quatre objectifs :

- contribuer au développement et à la mise en place d'un système d'informations géoforestières ;
- contribuer à la mise en valeur des forêts privées et à la concrétisation d'un virage sylvicole misant sur la régénération naturelle et l'éducation de peuplements ;

- 
- augmenter la production des territoires forestiers publics de la Haute Côte-Nord ;
  - favoriser la connaissance des activités et des résultats de l'entente auprès des intervenants et du grand public.

---

## **LE SYSTÈME D'INFORMATIONS GÉOFORESTIÈRES**

La gestion forestière est de plus en plus complexe. Il faut tenir compte de l'ensemble des ressources du milieu forestier et des activités qui s'y déroulent : les décisions optimales doivent être prises à la fois aux plans forestier, faunique, socio-économique, financier et environnemental. De tels exercices doivent être menés dans un contexte particulièrement exigeant : de nombreux acteurs (industrie forestière, intervenants de la forêt privée et autres utilisateurs), un processus de planification annuelle et quinquennale, une révision des CAAF aux cinq ans, le morcellement des propriétés, l'affectation du territoire et le contrôle annuel des interventions.

Pour ce faire, le ministère des Forêts du Québec doit donc s'appuyer sur une multitude d'informations diversifiées, tant cartographiques que descriptives et quantitatives : cinq millions de peuplements forestiers, autant d'écosystèmes forestiers, 28 zones de tarification et 6 000 secteurs annuels d'intervention en forêt publique, les différentes zones affectées par les agents naturels de perturbation, le tout en référence avec 120 000 polygones de découpage administratif.

Actuellement, les systèmes d'information en place ne permettent pas de pratiquer une gestion efficace et efficiente des données. L'intégration des données spatiales et non-spatiales est inexistante. Les systèmes sont cloisonnés, la mise à jour des données est incomplète et le processus est lent. Le stockage des données est déficient, le réseau des communications est aux limites de sa capacité et les équipements et logiciels sont variés et peu compatibles. De plus, les échanges d'information entre le ministère des Forêts du Québec (MFO) et ses clientèles sont particulièrement difficiles, compte tenu des conditions de sélection et de traitement des données.

La réponse à cette problématique est la mise en place d'un système d'informations géoforestières qui intégrera, tant en forêt privée que publique, l'ensemble des données de connaissance des forêts. Ce système, en plus de localiser, qualifier et quantifier la ressource forestière, contiendra des renseignements sur l'évolution des peuplements, les phénomènes naturels, les interventions et activités

---

de toute nature en milieu forestier ainsi que des données se rapportant à la propriété. Il comprendra une infrastructure de services à la clientèle pour la diffusion et l'échange de données à partir des points de services locaux et régionaux du MFO.

Quoiqu'il soit reconnu pour la qualité de ses inventaires, le Québec ne bénéficie pas à l'heure actuelle d'un système d'informations géoforestières, comme cela est le cas dans la plupart des autres provinces canadiennes. Par ailleurs, une dizaine d'entreprises forestières intervenant au Québec se sont déjà dotées de systèmes d'informations géoforestières. Compte tenu des besoins liés à la gestion optimale de la forêt, la mise en place d'un tel système est devenue une nécessité notamment par plusieurs intervenants.

---

## L'AMÉNAGEMENT DE LA FORÊT PRIVÉE

Même si elles ne représentent que 10 % des forêts productives du Québec, les forêts privées fournissent 19 % des besoins en résineux de l'industrie et 43 % des besoins en feuillus. Le niveau général de récolte en forêt privée correspond à l'utilisation intégrale du prélèvement admissible en sapin-épinette-pin gris et à 60 % de celui des essences feuillues. Les forêts privées présentent l'avantage de se situer près des usines et des bassins de main-d'oeuvre et de croître sur des terres particulièrement productives.

Les forêts privées sont jeunes, la moitié se retrouvant dans la classe d'âge de 30 ans et moins. Leur couvert forestier est diversifié, les peuplements feuillus représentant 40 % de leur superficie, comparativement à 31 % pour les peuplements mélangés, 17 % pour les peuplements résineux et 12 % pour les terrains en voie de régénération.

Certaines forêts privées ont subi des perturbations d'ordre naturel ou humain. Qu'il s'agisse de peuplements où les méthodes de coupe n'ont pas tenu compte des caractéristiques biophysiques (coupe à blanc plutôt que jardinage, coupes sélectives néfastes) ou encore de forêts affectées par la tordeuse des bourgeons de l'épinette ou le dépérissement, on constate que ces forêts présentent de sérieux problèmes qui réduisent leur productivité.

Dans bien des cas, ces perturbations ont laissé de grandes superficies à régénérer. Par ailleurs, il faut évoquer les 400 000 hectares de terres en friche, naguère forestières, mais devenues non-productives,

---

qui pourraient contribuer à l'augmentation du potentiel forestier des forêts privées.

Ce portrait forestier ne suffit pas à expliquer toutes les réalités des forêts privées. Ce territoire appartient à 120 000 propriétaires, dont 83 % affichent une vocation de production forestière. Chacun de ceux-ci a des objectifs qui lui sont propres.

Les producteurs forestiers sont organisés en 15 syndicats ou offices de producteurs de bois, regroupés dans la Fédération des producteurs de bois du Québec, elle-même affiliée à l'Union des producteurs agricoles du Québec. Organisations distinctes et complémentaires, les groupements forestiers sont orientés vers la mise en valeur des boisés. Ces propriétaires bénéficient de programmes d'aide gouvernementaux sur une base regroupée ou individuelle. Ces derniers s'appuient notamment sur la reconnaissance du statut de producteur forestier, l'universalité des services offerts et la contribution des propriétaires.

Par leurs décisions et leur engagement dans l'aménagement forestier, les propriétaires de boisés privés sont parmi les promoteurs du développement économique du monde rural. Les préoccupations relatives au monde rural et au développement régional, et qui ne concernent pas uniquement le secteur forestier, font partie des facteurs considérés dans la présente entente sectorielle.

La dernière entente aura permis d'augmenter de façon importante les sommes consacrées à l'aménagement des forêts privées, celles-ci ayant plus que doublé au cours de la période 1985-1990.

Au cours des prochaines années, l'effort de reboisement demeurera toutefois important, compte tenu de l'état de dégradation de certains peuplements et à la nécessité de mettre en production des terres en friche.

D'autres interventions peuvent être effectuées à divers stades d'évolution d'un peuplement forestier pour en prolonger l'existence, en assurer la régénération et en augmenter la résistance aux perturbations et le rendement ligneux. Ces interventions consistent en un ensemble de traitements sylvicoles désignées sous le vocable « Éducation de peuplements » et visent principalement les peuplements issus de la régénération naturelle.

---

Au début des années soixante-dix, ces traitements étaient encore dominants, puis ont fait graduellement place au reboisement. Au cours des dernières années, une expertise en éducation de peuplements a été maintenue. Dans le cadre de la présente entente, les gouvernements s'entendent pour assurer le financement d'un véritable virage sylvicole où un terme est mis à l'intensification de l'effort de reboisement afin de privilégier l'éducation de peuplements.

---

## **L'AMÉNAGEMENT FORESTIER DE LA HAUTE CÔTE-NORD**

En 1987, les deux gouvernements ont signé l'Entente auxiliaire spéciale sur le développement forestier de la Haute Côte-Nord. Cette entente vient à échéance en 1992 et dispose d'un budget total de 13 millions de dollars. Elle a pour objectif principal d'augmenter les disponibilités ligneuses des unités de gestion Les Escoumins et Forestville par des interventions complémentaires à celles de l'Entente auxiliaire Canada-Québec sur le développement forestier 1985-1990. À la fin de l'entente, des travaux d'entretien de la régénération naturelle et de conversion de peuplements auront été réalisés sur plus de 11 000 hectares, ce qui aura permis de diversifier la sylviculture pratiquée dans cette région et de former une main-d'oeuvre adaptée.

Cependant, au terme de cette entente, des problèmes particuliers à cette région subsistent encore. En effet, bien que le portrait forestier de la région ait changé sensiblement depuis 1987, tout le potentiel des travaux sylvicoles n'a pu être réalisé. Il est donc nécessaire de poursuivre l'action entreprise sur ce territoire grâce à l'entente spéciale. Ces activités seront maintenant intégrées à l'Entente auxiliaire sur le développement forestier et feront l'objet d'un programme distinct. Les initiatives soutenues tenteront d'apporter des solutions aux problèmes de régénération des sites, à l'entretien et au dégagement de cette régénération ainsi qu'à l'amélioration de peuplements dégradés ou à la remise en production des sites supportant des peuplements dégradés qui ne peuvent pas être améliorés.

---

## **LA CONNAISSANCE DES ACTIVITÉS DE L'ENTENTE**

L'entente-cadre sur le développement économique régional, signée en 1984 ainsi que le protocole d'entente touchant le développement économique et régional au Québec, signé le 9 juin 1988, prévoient que les ententes auxiliaires doivent inclure des activités de commu-



---

nications permettant d'informer le public et les intervenants. Celles-ci permettront aux principaux utilisateurs du SIGF, aux propriétaires de forêts privées et aux organismes qui les représentent ainsi qu'aux intervenants forestiers de la Haute Côte-Nord de bien connaître les impacts de l'entente sur leurs activités. Elles permettront également d'assurer une certaine visibilité des deux parties auprès du public.

Par ailleurs, les deux parties conviennent qu'il y a lieu de procéder à l'évaluation de l'entente, de façon notamment à pouvoir informer le public de ses résultats.



## **ANNEXE B**

### **PROGRAMMES DE L'ENTENTE**

L'objet de cette annexe est de décrire le contenu des quatre programmes de l'Entente : système d'informations géoforestières, forêt privée, aménagement forestier de la Haute Côte-Nord, communications et évaluation.

#### **I**

#### **SYSTÈME D'INFORMATIONS GÉOFORESTIÈRES (SIGF) (19,6 M \$)**

Ce programme comporte deux volets :

- le développement et l'implantation d'un système d'informations à référence spatiale ;
- la mise en place d'une base de données forestières géoréférencées pour l'ensemble du Québec.

#### **A. DÉVELOPPEMENT ET IMPLANTATION DU SIGF (12,0 M \$)**

Ce volet demande un investissement d'environ 12,0 M \$ réparti sur quatre ans pour développer les fonctions informatisées du système et implanter le système d'informations à référence spatiale dans les points de service à la clientèle.

Les premiers travaux porteront sur les tâches d'architecture et d'organisation des données d'inventaires forestiers, écologiques, entomologiques, pathologiques, d'interventions, en tenant compte des informations récréatives, fauniques et territoriales. En d'autres termes, il s'agit de développer un système de gestion de base de données alphanumériques arrimé à un système de gestion de base de données localisées permettant l'enregistrement, la conservation et la diffusion des informations.

Les travaux subséquents porteront sur la programmation d'applications relatives aux traitements, compilations et interrogations des données de connaissances forestières pour des fins de planification, d'allocation, d'aménagement et de contrôle forestier. Les travaux permettront de programmer des modules de simulation et d'analyse spatiale utilisant les données d'inventaires forestiers, fauniques et

---

autres. Des modules d'interventions sylvicoles seront développés afin de rencontrer les exigences de planification, d'exécution des travaux d'aménagement forestier et de contrôle. Les paramètres considérés pour ces modules sont, pour la planification : l'allocation des bois, les plans d'aménagement forestier, les plans annuels d'intervention forestière, les plans de protection contre les feux et les insectes, la planification de l'offre, les plans de mise en valeur et les plans simples de gestion ; pour l'exécution des travaux d'aménagement forestier : la programmation opérationnelle de récolte, de voirie, de reboisement, d'éclaircie, de lutte contre les feux et contre les insectes ; et pour le contrôle : la vérification des travaux, le mesurage et le suivi des interventions.

Ce volet couvre les besoins en équipements informatiques et en logiciels pour implanter le SIGF dans les points de service du MFO ce qui favorisera les échanges d'informations avec les clients répartis dans toutes les régions du Québec et la prise de décisions dans les unités opérationnelles. Ce développement en réseau est requis afin d'assurer la distribution des applications et des données aux gestionnaires situés en régions périphériques.

## **B. BASE DE DONNÉES GÉOGRAPHIQUES ET FORESTIÈRES (7,6 M \$)**

Ce volet porte sur la conversion en données numériques de la cartographie forestière du Québec. Sa réalisation est indispensable au fonctionnement du système et à une déconcentration harmonisée de la prise de décisions. Au cours des quatre prochaines années, 7,6 M \$ seront consacrés à la numérisation des cartes sur les ressources forestières.

La numérisation consiste à convertir les données inscrites sur les cartes conventionnelles dans un format numérique utilisable par un ordinateur. Ces données comprennent, entre autres, la structure du territoire, la description du couvert forestier, la localisation des peuplements forestiers et des interventions sylvicoles en référence avec la voirie, l'hydrographie, les limites administratives et les autres activités liées au développement durable.

Cette numérisation comprend la conversion des cartes forestières d'une partie du deuxième programme d'inventaires forestiers réalisé de 1981 à 1989 et la récupération des données alphanumériques correspondantes. Elle permettra également l'utilisation des cartes de connaissances écoforestières réalisées entre le début du troisième

---

programme d'inventaires forestiers et l'implantation du système. Cet exercice s'appliquera aux cartes conventionnelles et les données dendrométriques et écologiques y seront intégrées.

Ces deux volets seront réalisés principalement par le biais de contrats de services professionnels et de services auxiliaires octroyés à des consultants, sous la gestion du ministère des Forêts du Québec (MFO). Ceci implique la réalisation de travaux connexes, tels l'examen d'applications existantes, la confection de normes de numérisation, la réalisation d'essais techniques, la formation spécialisée en géomatique et l'échange d'informations avec la clientèle.

## **2**

### **AMÉNAGEMENT DE LA FORÊT PRIVÉE (110 M \$)**

Ce programme sur la forêt privée vise principalement la concrétisation d'un virage sylvicole qui donnera une place accrue aux travaux d'éducation de peuplements. C'est grâce à la signature de la présente entente que ce virage pourra se réaliser.

Le programme comporte deux volets :

- le reboisement ;
- l'éducation de peuplements.

#### **A. REBOISEMENT (58 M \$)**

Les travaux relatifs au reboisement recouvrent toutes les activités inhérentes à la remise en production des sites :

- la préparation de terrain, incluant entre autres débroussaillage, récupération de tiges résiduelles, scarifiage, déblaiement, labourage et hersage ;
- la mise en terre des plants, incluant le regarni ; et
- l'entretien de la régénération.

Au cours des quatre prochaines années 58 M \$ seront investis dans le reboisement pour assurer la régénération de 46 400 hectares. Cette remise en production de sites permettra d'augmenter la superficie productive des forêts privées et conséquemment les approvisionnements en matière ligneuse. Les montants inscrits à l'entente ne constituent qu'une partie des sommes qui seront dépensées à ce chapitre.



---

## **B. ÉDUCATION DE PEUPEMENTS (52 M \$)**

Les principaux traitements sylvicoles visés sont :

- l'éclaircie précommerciale ;
- la coupe de succession ;
- la coupe de jardinage ;
- l'éclaircie commerciale ;
- les coupes de régénération.

Au cours des quatre prochaines années, 48 millions de dollars seront investis dans l'éducation de peuplements et permettront de réaliser des travaux sur 80 000 hectares.

De plus, une somme de 4 millions de dollars est réservée spécifiquement à la réalisation de plans simples de gestion. Ces plans de gestion seront adaptés aux besoins du virage sylvicole visé dans ce volet et ils permettront d'apporter une connaissance supplémentaire sur les propriétés où s'effectueront les travaux. Le ministère des Forêts du Québec soumettra au comité de gestion l'approche qu'il entend suivre pour la confection de ces plans de gestion.

Le Comité de gestion pourra par ailleurs reconnaître toute autre initiative contribuant à l'atteinte de l'objectif visant la réalisation du virage sylvicole vers l'éducation de peuplements et la régénération naturelle.

Tant pour le premier que pour le second volet, les contributions des deux paliers de gouvernement couvrent les coûts de l'aide technique et des travaux proprement dits. L'exécution du programme est réalisée par des tiers, propriétaires individuels ou regroupés en organismes de gestion en commun qui doivent assumer une partie des coûts que détermine le gouvernement du Québec.

### **3**

---

## **AMÉNAGEMENT FORESTIER DE LA HAUTE CÔTE-NORD (6,0 M \$)**

Ce programme vise la réalisation d'activités d'aménagement forestier sur les territoires publics et est orienté principalement vers l'entretien de la régénération et le reboisement. Au cours des quatre prochaines années, 6 millions de dollars seront investis dans la forêt

---

publique de la Haute Côte-Nord afin de permettre la réalisation de travaux sur environ 7 300 hectares.

**4**

---

#### **COMMUNICATIONS ET ÉVALUATION (0,4 M \$)**

Ce programme comporte un ensemble d'initiatives permettant de faire la publicité de l'Entente et d'informer le public et les principaux intervenants sur ses résultats. Il peut comporter l'octroi de contrats, tant au niveau des communications qu'à celui de l'évaluation.

## ANNEXE C

## ENTENTE AUXILIAIRE CANADA-QUÉBEC SUR LE DÉVELOPPEMENT FORESTIER 1992-1996

## Fonds affectés aux programmes (en milliers de dollars)

Programmes	Canada Financement conjoint	Québec Financement conjoint	TOTAL
1. Système d'informations géoforestières	9 800	9 800	19 600
2. Aménagement de la forêt privée	55 000	55 000	110 000
3. Aménagement forestier de la Haute Côte-Nord	3 000	3 000	6 000
4. Communications, Évaluation	200	200	400
<b>TOTAL</b>	<b>68 000</b>	<b>68 000</b>	<b>136 000</b>

## APPROUVÉ PAR:

Pour le gouvernement du Canada

Date \_\_\_\_\_

Frank Oberle  
Ministre des Forêts

Pour le gouvernement du Québec

Date \_\_\_\_\_

Gil Rémillard  
Ministre délégué aux Affaires  
intergouvernementales canadiennesAlbert Côté  
Ministre des Forêts

Date \_\_\_\_\_

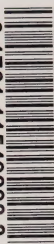








3 1761 11549893 3



Gouvernement du Québec  
Ministère  
des Forêts



FQ92-3064